CENTRE D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE PARIS

2012 CAS 0001 - Augmentation du montant mensuel de Paris Logement Familles Monoparentales, à destination des familles les plus modestes - Aménagements du Règlement municipal des prestations d'aide sociale facultative.

PROJET DE DELIBERATION EXPOSE DES MOTIFS

Mes chers collègues,

Depuis 2001, la Ville de Paris a engagé à la fois une politique dynamique de soutien aux dépenses de logement des Parisiens modestes et des classes moyennes, afin de renforcer la mixité sociale au sein de la capitale et a investi avec volontarisme et créativité le champ des familles.

Depuis 30 ans les configurations familiales se sont diversifiées, reflètes des évolutions de la société. Le modèle familial, celui de la famille nucléaire, a laissé place à une variété de situations : familles nombreuses, monoparentales, homoparentales, recomposées : la Ville de Paris a fait le choix depuis 2001 d'accompagner toutes les familles, sans privilégier un mode de vie sur un autre. Accueil de la petite enfance, logement, loisirs, soutien de la parentalité, information... : les axes d'intervention de la politique en direction des familles sont multiples. Par ailleurs, la famille n'est plus un cadre immuable mais une identité mouvante, dont la collectivité parisienne accompagne les évolutions et à qui elle apporte son soutien quand c'est nécessaire.

La politique de la municipalité en direction des familles est fondée sur les principes d'équité et de justice sociale, par un soutien accru aux familles fragilisées et par l'existence de plafonds de ressources, adaptés aux conditions de vie des familles des classes moyennes et des familles plus fragiles.

La palette des prestations d'aide sociale facultative municipale reflète la diversité des formes de familles et s'adapte aux évolutions de la société. A cet égard, un des axes forts de cette politique consiste à soutenir les familles monoparentales, avec la création dès 2002 de Paris Logement Familles Monoparentales (PLFM), dont le plafond de ressources, initialement fixé à 1 100 €, a été revalorisé en 2007 et en 2009, et qui s'établit désormais à 1 600 €. Cette prestation bénéficiait en novembre 2011 à 8 940 familles, pour un montant moyen mensuel d'aide de 112,64 €. En effet, les familles monoparentales sont nombreuses à Paris (en 2006, 70 115 familles sont des foyers monoparentaux, soit 27,6 % des familles parisiennes) et leur nombre ne cesse d'augmenter (+ 1,5% à Paris entre 1999 et 2006).

Or, comme le confirment de récentes études de l'Observatoire des familles parisiennes ainsi que la mission d'information et d'évaluation (MIE) du Conseil de Paris relative aux familles monoparentales, les foyers composés d'un parent isolé sont davantage exposés au risque de la précarité (39,3% des familles monoparentales vivent sous le seuil de bas revenus, 66 % des bénéficiaires de PLFM déclarent moins de 1 100 € de ressources mensuelles) et même si les situations sociales des familles monoparentales sont hétérogènes, il n'en demeure pas moins que la monoparentalité apparaît clairement comme un facteur supplémentaire de vulnérabilité financière. L'excellent taux de recours à PLFM, particulièrement dans les quartiers politique de la Ville, témoigne de son utilité. A cet égard, la MIE relative aux familles monoparentales a préconisé de renforcer l'effort de la collectivité parisienne à travers cette aide PLFM.

C'est pourquoi, compte tenu du poids grandissant des charges de logement, j'ai souhaité que la collectivité parisienne renforce son soutien aux plus modestes d'entre elles, en réduisant leurs charges nettes de logement.

A cet effet, je vous propose :

- ✦ de porter à compter du 1^{er} mars 2012 de 122 € à 130 € le montant mensuel de PLFM, pour les familles dont les ressources mensuelles déclarées sont inférieures à 1 100 €,
- ✦ de le porter à compter du 1^{er} mars 2013 à 140 € pour les familles dont les ressources mensuelles déclarées sont inférieures à 1 100 €,
- ✦ de le porter à compter du 1^{er} mars 2014 à 150 € pour les familles dont les ressources mensuelles déclarées sont inférieures à 1 100 €,

La revalorisation du montant de l'aide aux 5 940 familles bénéficiaires les plus modestes est estimé, par comparaison avec les dépenses prévisionnelles pour l'année 2012, d'un coût annuel de 428 000 € en 2012, 963 000 € en 2013 et de 1,5 million d'euros à partir de 2014.

Parallèlement, des aménagements seraient apportés au Règlement Municipal. Il s'agirait tout d'abord de simplifier et d'assouplir la gestion des aides au logement ainsi que celle de l'aide à l'amélioration de l'habitat. S'agissant des aides au logement, l'aménagement du Règlement municipal consisterait à ouvrir la possibilité de les verser en présence d'impayés de charges de logement dans des conditions précises qui seraient déterminées par le conseil d'administration du CASVP. Le cadre réglementaire de l'aide à l'amélioration de l'habitat (AAHAB) serait précisé afin de pouvoir solder les dossiers ouverts depuis plus de 3 ans et de donner au conseil d'administration du CASVP la responsabilité de l'établissement de la liste des travaux concernés.

Enfin, afin de poursuivre l'action engagée dès 2009 d'actualisation du Règlement Municipal, au vu de la consommation des prestations d'aide sociale facultative, et donc de leur utilité sociale, il vous est proposé de supprimer les travaux de sécurité, sollicités, en 2010 comme 2011, par 12 bénéficiaires seulement. Les travaux pris en charge dans le cadre de cette prestation pourront être, le cas échéant, financés par l'allocation exceptionnelle.

Tel est l'objet du présent projet de délibération dont je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir délibérer.

Le Maire de Paris